



participants expriment néanmoins l'avis que des éléments centraux de la démocratie occidentale devraient être repris dans les États africains. En outre, des recommandations préconisant un soutien plus ferme pour les « organes de gouvernement » se sont aussi inspirées de modèles occidentaux, notamment la création d'un système de « freins et contrepoids » dans les gouvernements. Pour corriger ce qui semble un accent excessif sur « les dehors de la démocratie », certains participants soutiennent que la politique canadienne devrait être axée davantage sur la recherche de solutions aux causes profondes de la faiblesse de la gestion des affaires publiques dans de nombreux États africains ».

Encourager l'autarcie par l'éducation

On soutient qu'il faut des initiatives en matière d'éducation, tant au Canada qu'en Afrique, pour constituer une capacité sur le terrain. Des participants proposent que le ministère des Affaires extérieures et du Commerce international du Canada (MAECI) déploie un effort mieux concerté pour renseigner les Canadiens sur les questions de politique étrangère, notamment sur la participation du

Canada aux affaires africaines. Ils pourraient ainsi faire une contribution plus éclairée à l'élaboration de la politique. En outre, il faudrait encourager et soutenir les études africaines au Canada, surtout au niveau universitaire. Il est également proposé de sensibiliser les Canadiens par un soutien accru de la compréhension des différences culturelles, de façon à mieux faire connaître l'Afrique au Canada.

Quant à la façon idéale de contribuer au renforcement des capacités et à l'éducation en Afrique, les opinions divergent. Un groupe propose que le Canada prenne des mesures plus importantes (davantage de programmes de bourses et d'échanges) pour que ceux qui seront peut-être un jour des dirigeants en Afrique puissent étudier au Canada et transmettre leur formation et leurs compétences dans leur pays d'origine. Cela comprendrait la formation universitaire proprement dite et les programmes d'alternance travail-études. Pour d'autres, il faudrait mettre sur pied au Canada un institut de développement des capacités à l'intention des Africains. Par contre, certains estiment que l'aide idéale que le Canada pourrait apporter pour répondre aux besoins en éducation des Africains consisterait à envoyer des Canadiens compétents

Si nous n'avons pas les solutions, que pouvons-nous offrir à l'Afrique? L'argent seul, nous l'avons constaté, n'est pas la solution. Je dirais que la solution est l'information, pour que l'Afrique puisse définir ses propres solutions...notre objectif n'est pas d'obtenir dans l'immédiat des progrès durables dans les résultats, mais de donner aux gouvernements africains les moyens de planifier, d'établir des priorités, de définir des stratégies locales en s'appuyant sur des données mondiales et d'exiger et de répartir efficacement les ressources internes et extérieures.

Julie McLaughlin

Spécialistes de la santé, Développement humain, Afrique orientale et australe

Banque mondiale

(Toronto, 25 janvier 2002)
